

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 2543

[2004/201548]

**17 MARS 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2001 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances;

Vu l'avis du Conseil de la Jeunesse d'Expression française, donné le 27 janvier 2004;

Vu l'avis favorable de l'Inspectrice des Finances, donné le 4 février 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 février 2004;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 10 février 2004 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas les trente jours;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 11 mars 2004, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance, chargé de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> " Décret " : le décret du 17 mai 1999 relatif aux Centres de Vacances;

2<sup>o</sup> " Ministre de l'Enfance " : le Ministre qui a la Politique de l'Enfance dans ses attributions;

3<sup>o</sup> " O.N.E. " : l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

## CHAPITRE II. — Procédures d'agrément des Centres de Vacances

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément d'un centre de vacances est faite suivant le formulaire dont le modèle se trouve en annexe I<sup>re</sup>.

§ 2. Une copie du projet pédagogique visé à l'article 7, 3<sup>o</sup>, du décret et un exemplaire du règlement d'ordre intérieur visé à l'article 7, 8<sup>o</sup>, du décret sont joints à la demande visée au paragraphe 1<sup>er</sup> ou adressé à l'O.N.E. par le pouvoir organisateur du centre si celui-ci est reconnu dans le cadre du décret du 20 juin 1980 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des organisations de jeunesse.

§ 3. Si l'organisateur du centre de vacances n'est pas un pouvoir public ou membre d'une organisation de jeunesse reconnue par la Communauté française, il joint en outre une copie des statuts de l'association.

**Art. 3.** La demande d'agrément est introduite auprès de l'O.N.E., au plus tard nonante jours avant le début des activités. La demande de renouvellement d'agrément est introduite auprès de l'O.N.E., au plus tard nonante jours avant la fin de l'agrément.

**Art. 4.** L'administration de l'O.N.E. instruit le dossier et soumet au Ministre dans les soixante jours suivant l'introduction de la demande complète une proposition concernant l'agrément ou le renouvellement d'agrément.

**Art. 5.** Le Ministre statue sur la demande dans les trente jours qui suivent la réception de la proposition soumise par l'O.N.E..

**Art. 6.** En cas de refus de l'agrément ou de son renouvellement ou en cas de non-réponse dans les nonante jours de sa demande, l'organisateur du centre de vacances a la faculté d'introduire auprès du Gouvernement un recours, par courrier simple énonçant les raisons de ce recours, dans les soixante jours qui suivent la réception de la décision de refus d'agrément ou la fin du délai de nonante jours

**Art. 7.** Le Gouvernement statue sur le recours après avis de la commission visée à l'article 8. Celle-ci peut entendre le requérant à sa demande. La commission rend son avis dans un délai de soixante jours.

**Art. 8.** Une commission d'avis est instituée par le Ministre pour une période de trois ans renouvelable.

La commission d'avis se compose de :

1<sup>o</sup> un délégué du Ministre de l'Enfance et un délégué du Ministre ayant la Politique de la Jeunesse dans ses compétences;

2<sup>o</sup> trois agents de l'O.N.E., dont au moins un membre du service Centres de Vacances et un représentant des coordinateurs de milieux d'accueil;

3<sup>o</sup> un délégué de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie et un délégué de l'Association de la ville et des communes de la Région bruxelloise;

4<sup>o</sup> un agent du service de la jeunesse du Ministère de la Communauté française;

5<sup>o</sup> six délégués du Conseil de la Jeunesse d'Expression française dont un a pour activités l'organisation de plaines de vacances, un l'organisation de séjours de vacances et un l'organisation de camps de vacances;

6<sup>o</sup> deux délégués de pouvoirs organisateurs ou de groupement de pouvoirs organisateurs de centres de vacances associatifs non-représentés en vertu des catégories 1<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup>, dont un représentatif de pouvoirs organisateurs actifs en Région bruxelloise et l'autre représentatif de pouvoirs organisateurs actifs en Région de langue française.

Les membres visés au 6<sup>o</sup> sont choisis par le Ministre de l'Enfance sur la base d'un appel aux candidatures à tous les centres de vacances agréés et de l'introduction d'une candidature motivée, soutenue par d'autres pouvoirs organisateurs de centres de vacances associatifs.

Le Ministre désigne un président au sein de la Commission.

La commission d'avis :

1° a son siège à l'O.N.E.;

2° délibère à la majorité absolue des membres présents et à huis-clos;

3° se réunit au moins deux fois par an;

4° peut siéger valablement quelque soit le quorum pour autant que quatre catégories de membres au moins soient représentées;

5° doit être convoquée dans un délai minimum de cinq jours ouvrables précédant la réunion;

6° est chargée pour le reste d'établir son propre règlement d'ordre intérieur. Dans tous les cas, celui-ci prévoit les règles déontologiques applicables, notamment lorsqu'un dossier concernant un des membres de la Commission est abordé par celle-ci. Ce règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du Ministre de l'Enfance.

Le secrétariat de la commission d'avis est assuré par l'O.N.E.

La Commission d'avis est chargée de conseiller le Gouvernement par rapport à sa politique en matière de centres de vacances et de faciliter la concertation entre les différents acteurs administratifs, politiques ou associatifs appelés à y collaborer. Elle peut être saisie par le Ministre ou par l'O.N.E. sur toute question relative à l'application du décret ou du présent arrêté.

**Art. 9.** Sur proposition de l'administration de l'O.N.E., le Ministre peut retirer l'agrément d'un centre de vacances qui ne répond plus aux exigences du décret ou du présent arrêté. Un recours peut être introduit suivant la procédure prévue aux articles 6 et 7 du présent arrêté.

#### CHAPITRE III. — *Modalités d'octroi des Subventions aux Centres de Vacances*

**Art. 10.** Tout centre de vacances qui souhaite bénéficier d'une subvention en vertu du présent arrêté est tenu de déclarer ses activités se déroulant au cours des vacances de Noël, de Pâques ou d'été préalablement à celles-ci, à l'aide du formulaire dont le modèle se trouve en annexe II.

**Art. 11.** Le formulaire, visé à l'article 10, est à renvoyer à l'O.N.E. au plus tard le 30 avril de l'année en cours pour les vacances de juillet et août ou trente jours avant les activités ayant lieu au cours des vacances de Noël ou de Pâques.

**Art. 12.** La subvention de fonctionnement visée à l'article 12 du décret est calculée sur base d'un forfait multiplié par le nombre de jours d'activités et le nombre d'enfants présents.

**Art. 13.** La subvention destinée à couvrir les frais liés aux indemnités octroyées aux animateurs brevetés et aux coordinateurs brevetés, visée à l'article 11 du décret, est calculée sur base du forfait visé à l'article 12 multiplié par six pour les animateurs brevetés ou par dix pour les coordinateurs brevetés et par le nombre de jours prestés.

Elle est octroyée au maximum au prorata des normes minimales d'encadrement définies à l'article 7, 9°, a), b) et c), du décret.

**Art. 14.** Le total des contributions financières des parents ne peut dépasser le coût global du centre de vacances, déduction faite des subventions octroyées dans le cadre du présent arrêté et d'autres subsides éventuels.

**Art. 15.** L'organisateur du centre de vacances est tenu de renvoyer, au plus tard le 30 septembre pour les activités des vacances d'été et dans les trente jours après la fin de l'activité subventionnée se déroulant pendant les vacances de Noël ou de Pâques, le formulaire de demande de subvention, dont le modèle se trouve en annexe III du présent arrêté.

Lorsque le personnel d'encadrement est subventionnable en vertu de l'article 13, un justificatif des indemnités visées à l'article 11 du décret par centre de vacances sera annexé au formulaire de liquidation de subsides. Il peut prendre la forme d'une déclaration sur l'honneur du pouvoir organisateur. Celui-ci doit tenir pendant trois ans à disposition de l'inspection comptable de l'O.N.E. les pièces justificatives attestant de la réalité de ces paiements.

**Art. 16.** Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, une subvention provisionnelle égale à 50 % du montant total de la subvention octroyée au pouvoir organisateur l'année précédente par l'O.N.E. est liquidée au plus tard au 15 juin de l'année en cours.

L'organisateur du centre de vacances qui aura fait l'objet d'un rapport négatif de l'inspection, visée à l'article 23, pour des activités qui se seront déroulées l'année précédente ou qui n'aura pas pu justifier des subventions reçues ou dont la déclaration d'activité n'est pas complète au 30 avril pour ce qui concerne les activités de l'été, ne pourra prétendre, en tout ou en partie, à la subvention provisionnelle visée au premier alinéa pour l'année en cours.

#### CHAPITRE IV. — *Montant des subventions*

**Art. 17.** Le forfait visé à l'article 12 est fixé à 1,25 euro. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles et dans le respect des dispositions en la matière prévues dans le premier Contrat de Gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, pris en application du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, un coefficient multiplicateur est appliqué à ce forfait.

Le subside de fonctionnement est majoré d'un montant de 0,4 euro par jour et par enfant pour les organisateurs utilisant des infrastructures résidentielles équipées de manière permanente de dortoirs avec literie, de sanitaires et de lavabos en suffisance et répondant aux normes de sécurité incendie et d'hygiène.

#### CHAPITRE V. — *Dispositions particulières*

**Art. 18. § 1.** En sus des normes d'encadrement prévues à l'article 7, 9°, du décret, il est prévu un animateur par tranche entamée de trois enfants handicapés âgés de 30 mois à 21 ans intégrés au sens de l'article 15 du décret.

§ 2. En sus du forfait fixé à l'article 12, un complément de subvention pour l'intégration d'enfants handicapés s'élevant à 2 euros par enfant et par jour d'activité est attribué au pouvoir organisateur.

§ 3 Par dérogation à l'article 13 et dans le cadre d'initiatives d'intégration d'enfants handicapés telles que prévues à l'article 15 du décret, la subvention pour couvrir les frais liés aux indemnités octroyées aux animateurs brevetés est attribuée au maximum au prorata des normes minimales définies au § 1.

§ 4. Par enfant handicapé, il faut entendre le participant au centre de vacances âgé de 30 mois à 21 ans qui nécessite une aide partielle ou totale pour se laver, s'habiller, se déplacer, aller aux toilettes, se nourrir, communiquer ou avoir conscience des dangers.

**Art. 19.** § 1. Sans préjudice de l'article 7, 9<sup>o</sup>, a) et d), du décret, la norme d'encadrement pour un centre de vacances organisé en faveur d'enfants handicapés, visé à l'article 15 bis du décret, est de un animateur pour trois enfants handicapés légers et de deux animateurs pour trois enfants handicapés lourds.

§ 2. Un animateur sur quatre doit être porteur du brevet d'animateur visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret avec une spécialisation pour l'animation d'enfants handicapés de minimum quarante heures.

§ 3. Par dérogation à l'article 13, un complément de subvention pour l'accueil d'enfants handicapés est attribué en sus du forfait fixé à l'article 12 et s'élevant à :

1<sup>o</sup> 2 euros par enfant et par jour d'activité pour les enfants handicapés légers;

2<sup>o</sup> 3 euros par enfant et par jour d'activité pour les enfants handicapés lourds;

§ 4 Par dérogation à l'article 13 et dans le cadre d'initiatives d'accueil d'enfants handicapés telles que prévues à l'article 15 bis du décret, la subvention pour couvrir les frais liés aux indemnités octroyées aux animateurs brevetés est attribuée au maximum au prorata des normes minimales définies au § 1<sup>er</sup>.

§ 5 Par dérogation à l'article 10, 1<sup>o</sup>, b, du décret, la durée minimale d'un centre de vacances reconnus en vertu de l'article 15 bis du décret est de cinq jours consécutifs dont trois jours pleins et le nombre minimum d'enfants accueillis est de dix.

§ 6 Par enfant handicapé léger, il faut entendre le participant au centre de vacances âgé de 30 mois à 21 ans qui ne nécessite pas d'aide ou une aide partielle pour se laver, s'habiller, se déplacer, aller aux toilettes, se nourrir, communiquer ou avoir conscience des dangers, notamment :

1<sup>o</sup> les enfants ayant un handicap mental et fréquentant l'enseignement spécial de type 1 ou étant insérés dans un projet d'intégration dans l'enseignement ordinaire;

2<sup>o</sup> les enfants trisomiques;

3<sup>o</sup> les enfants ayant des troubles instrumentaux ou du comportement;

4<sup>o</sup> les enfants sourds, muets ou malvoyants.

§ 7 Par enfant handicapé lourd, il faut entendre le participant au centre de vacances âgé de 30 mois à 21 ans qui nécessite davantage d'aide ou une aide complète pour se laver, s'habiller, se déplacer, aller à la toilette, se nourrir, communiquer ou avoir conscience des dangers, notamment :

1<sup>o</sup> les enfants qui ne peuvent se déplacer sans l'aide d'une tierce personne ou sans l'usage d'un fauteuil roulant;

2<sup>o</sup> les enfants qui ne disposent pas de l'usage des deux jambes ou des deux bras;

3<sup>o</sup> les enfants sourds et muets ou aveugles;

4<sup>o</sup> les enfants atteints de maladies chroniques graves;

5<sup>o</sup> les enfant ayant un handicap mental et fréquentant l'enseignement spécial de type 2;

6<sup>o</sup> les enfants autistes.

**Art. 20.** Sont exclus du champ d'application du présent arrêté les services et institutions agréés ou subventionnés par d'autres pouvoirs publics pour l'accueil et l'encadrement quotidien d'enfants handicapés.

**Art. 21.** Le forfait, pour frais de fonctionnement, visé à l'article 12, est majoré de 0,4 euro par jour et par enfant de 6 à 15 ans issu d'un milieu défavorisé sur le plan socio-économique dès qu'au moins 30 % d'enfants de milieux défavorisés sur le plan socio-économique participent aux activités du centre de vacances. Le nombre d'enfants de milieux défavorisés sur le plan socio-économique fait l'objet d'une déclaration sur l'honneur de l'organisateur du centre de vacances. Est considéré comme enfant de milieu socio-économique défavorisé, l'enfant âgé de 30 mois à 15 ans appartenant à un milieu familial précarisé où au moins un des parents ayant effectivement l'enfant à sa charge bénéficie d'un revenu de remplacement ou est exclu des mécanismes de protection sociale.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

**Art. 22.** Lors de l'élaboration du budget annuel de la Communauté française, les montants du présent arrêté sont liés annuellement à l'évolution de l'indice des prix à la consommation. L'indice de départ est celui du mois de septembre de l'année au cours de laquelle l'arrêté entre en vigueur.

**Art. 23.** L'Administration de l'O.N.E. assure l'accompagnement pédagogique et le contrôle des centres de vacances.

**Art. 24.** L'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2001 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances est abrogé.

**Art. 25.** Le décret entre en vigueur le 20 septembre 2001.

**Art. 26.** Le présent arrêté entre en vigueur le 17 mars 2004.

**Art. 27.** Le Ministre de l'Enfance est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 mars 2004.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2543

[2004/201548]

**17 MAART 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van sommige nadere regels voor de erkenning en subsidiëring van de vakantiecentra**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2001 tot vaststelling van bepaalde modaliteiten van erkenning en subsidiëring van de vakantiecentra;

Gelet op het advies van de "Conseil de la Jeunesse d'Expression française" (Franstalige Jeugdraad), gegeven op 27 januari 2004;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectrice van Financiën, gegeven op 4 februari 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 10 februari 2004;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 februari 2004 over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van hoogstens dertig dagen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 maart 2004, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, belast met de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. » ;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities***Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit moet verstaan worden onder :

1° "Decreet" : het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra;

2° "Minister van Kinderwelzijn" : de Minister tot wiens bevoegdheid het Beleid inzake Kinderwelzijn behoort;

3° "O.N.E." : l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

HOOFDSTUK II. — *Procedures voor de erkenning van de vakantiecentra***Art. 2.** § 1. De aanvraag om erkenning of vernieuwing van erkenning van een vakantiecentrum wordt gedaan volgens het formulier waarvan het model zich in bijlage I bevindt.

§ 2. Een afschrift van het pedagogisch project bedoeld in artikel 7, 3°, van het decreet en een exemplaar van het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 7, 8°, van het decreet worden gevoegd bij de aanvraag bedoeld in de eerste paragraaf of gericht tot de O.N.E. door de inrichtende macht van het Centrum indien het erkend is in het kader van het decreet van 20 juni 1980 betreffende de erkenning en de subsidiëring van jeugdorganisaties.

§ 3. Indien de organisator van het vakantiecentrum geen overheid of lid van een jeugdorganisatie erkend door de Franse Gemeenschap is, voegt hij bovendien een afschrift van de statuten van de vereniging.

**Art. 3.** De aanvraag om erkenning wordt ingediend bij de O.N.E. uiterlijk negentig dagen vóór het begin van de activiteiten. De aanvraag om vernieuwing van erkenning wordt ingediend bij de O.N.E. uiterlijk negentig dagen vóór het einde van de erkenning.**Art. 4.** De administratie van de O.N.E. onderzoekt het dossier en dient binnen de zestig dagen van de indiening van de volledige aanvraag, een voorstel in bij de Minister betreffende de erkenning of de vernieuwing van erkenning.**Art. 5.** De Minister beslist over de aanvraag binnen de dertig dagen volgend op de ontvangst van het voorstel gedaan door de O.N.E..**Art. 6.** In geval van weigering van de erkenning of van de vernieuwing ervan of in geval van "gebrek aan antwoord" binnen de negentig dagen na zijn aanvraag, heeft de organisator van het vakantiecentrum de mogelijkheid beroep aan te tekenen bij de Regering, per gewone brief met vermelding van de redenen van dit beroep, binnen de zestig dagen na de ontvangst van de beslissing van weigering van de erkenning of na het einde van de termijn van negentig dagen.**Art. 7.** De Regering beslist over het beroep na het advies van de commissie bedoeld in artikel 8 te hebben ingenomen. Deze kan de eiser op zijn verzoek verhoren. De commissie geeft advies binnen een termijn van zestig dagen.**Art. 8.** Er wordt een adviescommissie ingesteld door de Minister voor een hernieuwbare periode van drie jaar.

De adviescommissie bestaat uit :

1° een afgevaardigde van de Minister van Kinderwelzijn en een afgevaardigde van de Minister tot wiens bevoegdheid het Beleid inzake Jeugd behoort;

2° drie ambtenaren van de O.N.E., waarvan ten minste één lid van de dienst Vakantiecentra en een vertegenwoordiger van de coördinatoren in opvangtehuizen;

3° een afgevaardigde van de Unie van steden en gemeenten van Wallonië en een afgevaardigde van de Vereniging van de stad en gemeenten van het Brussels Gewest;

4° een ambtenaar van de jeugddienst van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

5° zes afgevaardigden van de "Conseil de la Jeunesse d'Expression française" waarvan één voor de organisatie van de vakantiepleinen, één voor de organisatie van vakantieverblijven en één voor de organisatie van vakantiekampen;

6° twee afgevaardigden van de inrichtende machten of van de groepering van inrichtende machten van niet-vertegenwoordigde associatieve vakantiecentra overeenkomstig de categorieën 1° tot 5°, waarvan één vertegenwoordiger van de inrichtende machten die actief zijn in het Brussels Gewest en een andere vertegenwoordiger van de inrichtende machten die actief zijn het Franse taalgebied.

De leden bedoeld in 6° worden gekozen door de Minister van Kinderwelzijn op basis van een oproep tot kandidaten bij alle erkende vakantiecentra en op basis van de indiening van een met redenen omklede kandidatuur, gesteund door andere inrichtende machten van associatieve vakantiecentra.

De Minister stelt binnen de Commissie een voorzitter aan.

De adviescommissie :

1° heeft haar zetel bij de O.N.E.;

2° beraadslaagt en beslist bij de volstreekte meerderheid van de aanwezige leden en achter gesloten deuren;

3° vergadert ten minste twee keer per jaar;

4° mag op geldige wijze zitting houden ongeacht het quorum op voorwaarde dat minimum vier categorieën van leden vertegenwoordigd zijn;

5° moet worden bijeengeroepen binnen een termijn van minimum 5 werkdagen vóór de vergadering;

6° is voor de rest belast met het vaststellen van haar eigen huishoudelijk reglement. In alle gevallen bepaalt het de toepasselijke deontologische regels, inzonderheid wanneer een dossier betreffende één van de leden van de Commissie door deze wordt aangesproken. Dit huishoudelijk reglement wordt ter goedkeuring aan de Minister van Kinderwelzijn voorgelegd.

Het secretariaat van de adviescommissie wordt door de O.N.E. waargenomen.

De adviescommissie heeft als opdracht de Regering advies te geven ten opzichte van haar beleid inzake vakantiecentra en het overleg te vergemakkelijken tussen de verschillende administratieve, politieke of associatieve actoren die zullen moeten samenwerken. De Minister of de O.N.E. kan haar elke vraag rond de toepassing van het decreet of van dit besluit voorleggen.

**Art. 9.** Op voorstel van de administratie van de O.N.E., mag de Minister de erkenning van een vakantiecentrum dat niet meer aan de vereisten van het decreet of van dit besluit beantwoordt, intrekken. Er mag beroep worden aangetekend volgens de procedure bedoeld in de artikelen 6 en 7 van dit besluit.

#### HOOFDSTUK III. — *Nadere regels voor de subsidiëring van de vakantiecentra*

**Art. 10.** Elk vakantiecentrum dat voor subsidies in aanmerking wil komen krachtens dit decreet, is ertoe gehouden zijn activiteiten die plaatsvinden tijdens de Kerst-, Paas- en zomervakantie, voorafgaandelijk te verklaren, door middel van een formulier waarvan een model zich in bijlage II bevindt.

**Art. 11.** Het formulier, bedoeld in artikel 10, moet naar de O.N.E. worden teruggestuurd, uiterlijk op 30 april van het lopende jaar voor de vakantie van juli en augustus of dertig dagen vóór de activiteiten die tijdens de Kerst- of Paasvakantie plaatshebben.

**Art. 12.** De werkingssubsidie bedoeld in artikel 12 van het decreet wordt berekend op basis van een vast bedrag, vermenigvuldigd met het aantal activiteitsdagen en met het aantal aanwezige kinderen.

**Art. 13.** De subsidie bestemd voor het dekken van de vergoedingskosten voor de gebrevetteerde animatoren en coördinatoren, bedoeld in artikel 11 van het decreet, wordt berekend op grond van het in artikel 12 bepaalde vast bedrag, vermenigvuldigd met zes voor de gebrevetteerde animatoren of met tien voor de gebrevetteerde coördinatoren en met het aantal gepresteerde dagen.

Ze wordt maximaal toegekend in verhouding tot de minimale begeleidingsnormen bepaald in artikel 7, 9°, a), b) en c), van het decreet.

**Art. 14.** Het totaal van de financiële bijdragen van de ouders mag het totaal van de kosten van het vakantiecentrum niet overschrijden, na aftrek van de subsidies die zijn toegekend in het kader van dit besluit en andere eventuele subsidies.

**Art. 15.** De organisator van het vakantiecentrum moet, uiterlijk op 30 september, voor de activiteiten tijdens de zomervakantie en binnen de dertig dagen na het einde van de gesubsidieerde activiteit die plaatsvindt tijdens de Kerst- en Paasvakantie, het formulier voor de uitbetaling van subsidies terugsturen, waarvan het model zich in bijlage III bij dit besluit bevindt.

Wanneer het begeleidend personeel subsidieerbaar is krachtens artikel 13, wordt een verantwoordingsstuk voor de vergoeding bedoeld in artikel 11 van het decreet, per vakantiecentrum, gevoegd bij het formulier van de uitbetaling van de subsidies. Dit kan de vorm innemen van een verklaring op erewoord van de inrichtende macht. Deze moet gedurende drie maanden de bewijsstukken van die uitbetalingen ter beschikking stellen van de boekhoudkundige inspectie van de O.N.E..

**Art. 16.** Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, wordt een provisionele subsidie gelijk aan 50 % van het totaal van de subsidie die het jaar voordien door de O.N.E. aan de inrichtende macht is toegekend, uiterlijk op 15 juni van het lopende jaar uitbetaald.

De organisator van het vakantiecentrum over wie een negatief verslag van de inspectie, bedoeld in artikel 23, wordt gemaakt voor de activiteiten die het jaar voordien zullen hebben plaatsgegrepen of die de gekregen subsidies niet zal hebben kunnen verantwoorden of waarvan de activiteitenverklaring op 30 april niet volledig is voor de zomeractiviteiten, zal geen aanspraak kunnen maken op de provisionele subsidie bedoeld in het eerste lid voor het lopende jaar, voor het geheel of gedeeltelijk.

#### HOOFDSTUK IV. — *Bedrag van de subsidies*

**Art. 17.** Het vast bedrag bedoeld in artikel 12 wordt op 1,25 euro vastgelegd. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en met inachtneming van de bepalingen terzake bepaald in het eerste Beheerscontract van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", genomen met toepassing van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", kan een vermenigvuldigende coëfficiënt op dit vast bedrag worden toegepast.

De werkingssubsidies worden verhoogd met 0,4 euro per dag en per kind voor de organisators die met slaapzalen met genoeg beddengoed, sanitaire installaties en lavabo's permanent ingebouwde wooninfrastructuren gebruiken en aan de normen inzake brandveiligheid en hygiëne voldoen.

#### HOOFDSTUK V. — *Bijzondere bepalingen*

**Art. 18.** § 1. Boven de begeleidingsnormen bepaald in artikel 7, 9°, van het decreet, is er per - zelfs gedeeltelijk bezette - groep van drie gehandicapte kinderen tussen 30 maand à 21 jaar oud, geïntegreerd als bedoeld in artikel 15 van het decreet, één animator voorzien.

§ 2. Boven het vast bedrag bepaald in artikel 12 wordt een bijkomende subsidie van 2 euro voor de integratie van gehandicapte kinderen, per kind en per activiteitsdag, aan de inrichtende macht toegekend.

§ 3. In afwijking van artikel 13 en in het kader van de initiatieven voor de integratie van gehandicapte kinderen zoals bepaald in artikel 15 van het decreet, wordt de subsidie voor de dekking van de kosten in verband met de gebrevetteerde animators, maximaal toegekend in verhouding tot de minimale normen bepaald in § 1.

§ 4. Onder gehandicapt kind moet worden verstaan, de deelnemer aan het vakantiecentrum, tussen 30 maanden en 21 jaar oud, die een gedeeltelijke of totale hulp nodig heeft om zich te wassen, zich aan te kleden, zich te verplaatsen, naar het toilet te gaan, te eten, te communiceren of bewust te zijn van de gevaren.

**Art. 19.** § 1. Onverminderd artikel 7, 9°, a) en d), van het decreet, bedraagt de begeleidingsnorm voor een vakantiecentrum dat georganiseerd wordt voor gehandicapte kinderen, bedoeld in artikel 15 bis van het decreet, één animator voor drie licht gehandicapte kinderen en twee animatoren voor drie zwaar gehandicapte kinderen.

§ 2. Eén animator op vier moet houder zijn van een brevet van animator, bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, van het decreet, met een specialisatie van minimum veertig uur in de animatie voor gehandicapte kinderen.

§ 3. In afwijking van artikel 13 wordt een bijkomende subsidie voor de opvang van gehandicapte kinderen toegekend buiten het vast bedrag bepaald in artikel 12 :

1° 2 euro per kind en per activiteitsdag voor licht gehandicapte kinderen;

2° 3 euro per kind en per activiteitsdag voor zwaar gehandicapte kinderen;

§ 4. In afwijking van artikel 13 en in het kader van de initiatieven voor de opvang van gehandicapte kinderen zoals bepaald in artikel 15bis van het decreet wordt de subsidie voor de dekking van de kosten betreffende de vergoedingen aan de gebrevetteerde animatoren, maximaal toegekend in verhouding tot de minimale normen bepaald in § 1.

§ 5. In afwijking van artikel 10, 1°, b van het decreet bedraagt de minimale duur van een vakantiecentrum erkend krachtens artikel 15bis van het decreet vijf opeenvolgende dagen waarvan drie volledige dagen en het minimum aantal ontvangen kinderen is tien.

§ 6. Onder licht gehandicapt kind moet worden verstaan, een deelnemer aan het vakantiecentrum tussen 30 maanden en 21 jaar oud, die geen hulp of gedeeltelijke hulp nodig heeft om zich te wassen, zich aan te kleden, zich te verplaatsen, naar het toilet te gaan, te eten, te communiceren of bewust te zijn van de gevaren, namelijk :

1° mentaal gehandicapte kinderen die het buitengewoon onderwijs van type 1 volgen of die aan een integratieproject in het gewoon onderwijs deelnemen;

2° de kinderen met een trisomie;

3° de kinderen met motorische of gedragsstoornissen;

4° de kinderen die doof of stom zijn of die slecht zien;

§ 7. Onder ernstig gehandicapt kind moet worden verstaan, een deelnemer aan het vakantiecentrum tussen 30 maand en 21 jaar oud, die meer hulp of een volledige hulp nodig heeft om zich te wassen, zich aan te kleden, zich te verplaatsen, naar het toilet te gaan, te eten, te communiceren of bewust te zijn van de gevaren, namelijk :

1° de kinderen die zich niet kunnen verplaatsen zonder de hulp van een derde of zonder rolstoel;

2° de kinderen die geen gebruik kunnen maken van hun twee benen of hun twee armen;

3° de kinderen die doof, stom of blind zijn;

4° de kinderen die aan ernstige chronische ziekten lijden;

5° de mentaal gehandicapte kinderen die het buitengewoon onderwijs van type 2 volgen;

6° de autistische kinderen.

**Art. 20.** Van het toepassingsgebied bedoeld in dit besluit worden uitgesloten, de diensten en instellingen die erkend of gesubsidieerd worden door een andere overheid voor de opvang en de dagelijkse begeleiding van gehandicapte kinderen.

**Art. 21.** Het vast bedrag, voor werkingskosten, bedoeld in artikel 12, wordt vermeerderd met 0,4 euro per dag en per kind tussen 6 en 15 jaar uit een op sociaal-economisch vlak minder bedeeld milieu zodra ten minste 30 % van de kinderen uit een op sociaal-economisch vlak minder bedeeld milieu aan de activiteiten van het vakantiecentrum deelneemt. De organisator van het vakantiecentrum moet een verklaring op erewoord doen over het aantal kinderen uit op sociaal-economisch vlak minder bedeeld milieus. Als kind van een op sociaal-economisch vlak minder bedeeld milieu wordt beschouwd, het kind tussen 30 maanden en 15 jaar uit een minder bedeeld familiaal milieu waar ten minste één van de ouders die het kind effectief ten laste heeft, een vervangingsinkomen geniet of van de regelingen inzake sociale bescherming wordt uitgesloten.

#### HOOFDSTUK VI. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 22.** Bij het opmaken van de jaarlijkse begroting van de Franse Gemeenschap zijn de bedragen van dit besluit gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Het aanvangsindexcijfer is dat van de maand september van het jaar gedurende hetwelk het besluit in werking treedt.

**Art. 23.** De administratie van de O.N.E. zorgt voor de pedagogische begeleiding en houdt toezicht op de vakantiecentra.

**Art. 24.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2001 tot vaststelling van bepaalde modaliteiten van erkenning en subsidiëring van de vakantiecentra wordt opgeheven.

**Art. 25.** Het decreet treedt in werking op 20 september 2001.

**Art. 26.** Dit besluit treedt in werking op 17 maart 2004.

**Art. 27.** De Minister van Kinderwelzijn wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 maart 2004.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, belast met de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. » ,

J.-M. NOLLET

## Centres de Vacances

### Demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément

#### POUVOIR ORGANISATEUR

Dénomination: .....

Adresse: .....

Code Postal: ..... Ville/Commune: ..... Tel: ..... Fax: ..... Courriel: .....

Pouvoir Public       Organisation de jeunesse reconnue       Autre.

#### CORRESPONDANT

Nom: ..... Prénom: .....

Fonction: .....

Adresse: .....

Code Postal: ..... Ville/Commune: ..... Tel: ..... Fax: ..... Courriel: .....

#### CENTRE DE VACANCES

L'organisateur du centre de vacances demande  l'agrément  le renouvellement de l'agrément comme :

Plaine(s) de vacances       Séjour(s) de vacances       Camp(s) de vacances

L'organisateur du centre de vacances **s'engage** à respecter l'ensemble des dispositions du décret du 17 mai 1999 et notamment à :

- respecter les convictions idéologiques, philosophiques ou politiques des enfants et de leurs parents ;
- assurer un encadrement suivant les normes minimales prévues à l'article 7, 9° du décret ;
- contracter une assurance responsabilité civile et couvrant les dommages corporels causés aux enfants ;
- se soumettre à toute inspection de l'ONE.

Documents à annexer à la demande d'agrément (si le demandeur n'est pas une organisation de jeunesse reconnue) :

- le projet pédagogique ;
- le règlement d'ordre intérieur ;
- une copie des statuts (sauf s'il s'agit d'un pouvoir public)

Date: .....

Nom du responsable et signature:

**Ce formulaire est à transmettre à l'O.N.E.  
au plus tard 90 jours avant le début des activités**

**Toute demande introduite au-delà de ce délai sera irrévocablement rejetée**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental et des missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET



## Annexe II

ENDROIT DU CENTRE DE VACANCES

Nom du Centre (le cas échéant): .....

Adresse: .....

Code Postal: ..... Ville/Commune: .....

Province/Pays: .....

Le centre dispose-t-il d'infrastructures résidentielles équipées, de manière permanente, de dortoirs avec literie, de sanitaires et de lavabos en suffisance ?  Oui  NonLe centre répond-il aux normes de sécurité incendie et d'hygiène ?  Oui  Non

Si Oui : Nombre de douches : ..... Nombre de lits : .....

Sécurité en matière incendie : Extincteurs : ..... Sortie de Secours : .....

**Les camps de vacances sous tente doivent impérativement être localisés sur un plan d'accès mentionnant aussi le nom et l'adresse du propriétaire.**

ENCADREMENT DU CENTRE

Estimation du nombre total d'animateurs : .....

dont nombre d'animateurs brevetés ou assimilés: .....

dont nombre d'animateurs brevetés avec spécialisation pour l'animation des enfants handicapés: .....

COORDINATEUR DU CENTRE OU (uniquement pour les camps de vacances) RESPONSABLE QUALIFIE

Nom: ..... Prénom: .....

Adresse: .....

Code Postal: ..... Ville/Commune: ..... Tel : ..... Fax : ..... Courriel : .....

Date: .....

Nom du responsable et signature:

**Ce formulaire est à transmettre à l'O.N.E.  
au plus tard le 30 avril pour les centres de vacances d'été  
ou 30 jours avant le début des activités pour les centres de vacances de Noël ou de Pâques**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental et des missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

## Annexe III

## Liste des enfants accueillis

N°	Nom et prénom	Age	Date (centres résidentiels)		Nombre de journées	Prix payé	Milieu		Handicapé	
			Arrivée	Départ			Défavorisé	Léger	Lourd	
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										
13										
14										
15										
16										
17										
18										
19										
20										
21										
22										
<b>Total au sous-total</b>										

**Consignes pour remplir ce tableau :**

- veuillez scinder en deux tableaux les enfants jusque 5 ans et de plus de 6 ans
- veuillez remplir ce tableau par ordre alphabétique
- les listings informatiques sont acceptés, pour autant qu'ils reprennent l'ensemble des renseignements demandés

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental et des missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

## Récapitulatif

Nombre d'enfants pour lesquels le subside est demandé	Réservé à l'ONE
Valides.....	.....
Milieu défavorisé.....	.....
Handicapés légers.....	.....
Handicapés lourds.....	.....
<b>Nombre de journées de ces enfants</b>	<b>Réservé à l'ONE</b>
Valides.....	.....
Milieu défavorisé.....	.....
Handicapés légers.....	.....
Handicapés lourds.....	.....

Certifié sincère et véritable

Signature :Nom et qualité :

A la date du

Réservé à l'ONE				
A. Subvention de fonctionnement	Journées	Taux	Subside	Total
Valides	.....	.....	.....	.....
Milieu défavorisé	.....	.....	.....	.....
Handicapés légers	.....	.....	.....	.....
Handicapés lourds	.....	.....	.....	.....
<b>B. Subvention pour frais de personnel</b>	<b>Journées</b>	<b>Taux</b>	<b>Subside</b>	<b>Total</b>
Coordinateur(s) ou responsable(s) qualifié(s)	.....	.....	.....	.....
Animateurs qualifiés	.....	.....	.....	.....
<b>Total subvention :</b>	.....	.....	.....	.....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental et des missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Annexe III

## Centres de Vacances

### Formulaire de demande de subsides

**POUVOIR ORGANISATEUR**

Dénomination: .....

Adresse: .....

Code Postal: ..... Ville/Commune: ..... Tel: ..... Fax: ..... Courriel: .....

Pouvoir Public       Organisation de jeunesse reconnue       Autre.

**CENTRE DE VACANCES**

Plaine de vacances       Séjour de vacances       Camp de vacances

Pour les séjours et les camps :  Infrastructures résidentielles       Sous tente

Nom du centre (le cas échéant) : .....

Adresse: .....

Code Postal: ..... Ville/Commune: ..... Tel: ..... Fax: ..... Courriel: .....

**CORRESPONDANT**

Nom: ..... Prénom: .....

Fonction: .....

Adresse: .....

Code Postal: ..... Ville/Commune: ..... Tel: ..... Fax: ..... Courriel: .....

**COMPTE FINANCIER**

N° de compte: .....

Titulaire: .....

Adresse: .....

Code Postal: ..... Ville/Commune: .....

**REMARQUE IMPORTANTE**

Pour être recevable, la présente demande doit impérativement comprendre :

- la liste des enfants accueillis ;
- la liste du personnel d'encadrement (coordinateur ou responsable qualifié, animateurs), accompagnée des titres assimilés s'il s'agit de la première prestation de l'animateur concerné ;
- le tableau de présences journalières (enfants et animateurs) ;
- le cas échéant, le justificatif de versement des indemnités aux animateurs et coordinateurs, sous la forme d'une déclaration sur l'honneur.

***Sans ces annexes complètes, il ne peut être procédé à l'examen du droit à la subvention ni au calcul de celle-ci !***

**Ce formulaire est à transmettre à l'O.N.E.  
au plus tard le 30 septembre pour les vacances d'été  
ou 30 jours après la fin des activités pour les vacances de Noël ou de Pâques.**

**Ce formulaire est indispensable au calcul des subventions méritées par chaque centre de vacances !**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental et des missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

## Annexe III

## Centres de Vacances

## Tableau de présences journalières

Mois :	Date:	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	TOTAL
		Centre situé à .....																															
		Dossier N°: .....																															
<b>Coordinateurs</b>																																	
<b>Enfants de 30 mois à 5 ans</b>																																	
<b>Enfants de 6 à 15 ans</b>																																	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental et des missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Annexe III

**Centres de Vacances  
Personnel d'encadrement**

Coordinateur(s) du centre de vacances ou (uniquement pour les camps de vacances) responsable(s) qualifié(s)							
Nom	Prénom	Date de naissance	Brevet (1) ou équivalence au brevet (2)	Coordinateur assimilé (3)	Indemnité (4)	Nombre de jours prestés	Date des prestations
1			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
2			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Animateur(s) du centre de vacances							
Nom	Prénom	Date de naissance	Brevet (1) ou équivalence au brevet (2)	Animateur assimilé (3)	Indemnité (4)	Nombre de jours prestés	Date des prestations
1			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
2			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
4			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
5			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
7			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
8			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
9			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
10			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
11			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
12			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
13			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
14			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
15			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

(1) Brevet homologué par le Ministère de la Communauté française - Service Jeunesse  
 (2) Equivalence décernée par le Ministère de la Communauté française - Service Jeunesse  
 (3) La liste des titres permettant de bénéficier d'une assimilation est précisée à l'article 5 du décret du 17 mai 1999  
 (3) La preuve de l'indemnisation doit être fournie et peut consister en une déclaration sur l'honneur du pouvoir organisateur, à joindre à la demande de subside

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental et des missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET